



Ils sont en guerre ... contre nous !

Les gouvernements et les employeurs disent qu'ils font la guerre au coronavirus. En réalité, ils sont en guerre contre notre classe sociale. Une guerre contre nous et pour leurs profits !

La crise sanitaire mondiale est en grande partie une conséquence du système capitaliste.

Bien entendu, cela ne veut pas dire que le virus a été créé par le capitalisme. Mais le désastre que nous connaissons sur le plan humain est dû au capitalisme. Les gouvernements, du monde entier prennent les mêmes décisions, mais à des degrés divers : ils ont commencé par diminuer l'importance de l'épidémie, non pas par ignorance, mais parce que les employeurs, les actionnaires, les capitalistes cherchaient avant tout à protéger leurs bénéfices. Ce sont les bénéfices d'une minorité qui sont opposés à la santé de milliards de gens !

Quand la crise s'est étendue, le déséquilibre du capitalisme s'est retourné contre nous.

-L'insuffisance des infrastructures, du personnel et des moyens dans tous les secteurs de la santé : tel est le résultat de la destruction des services publics dans une partie du monde, de sa quasi-inexistence dans l'autre.

-Le manque de matériel de protection : masques, gel hydro-alcoolique, tests de dépistage, respirateurs, etc. Et cependant, les usines continuent de produire des armes. Les capitalistes ne voient que leurs bénéfices, pas l'intérêt collectif.

-Dans plusieurs pays, les chercheurs ont démontré que ces dernières années leurs travaux scientifiques sur le virus ont été abandonnés pour des raisons budgétaires. Les capitalistes préfèrent investir dans les multinationales pharmaceutiques qui dictent leurs lois dans le domaine des médicaments.

Pendant la crise de la santé, les affaires ne cessent pas !

Vivant dans et du monde du travail, les capitalistes sont féroces :

-Ils maintiennent l'activité d'une multitude d'entreprises qui ne sont pas essentielles à la vie de la population face au danger pour la santé que nous connaissons. Afin de continuer à toucher leurs revenus, les capitalistes mettent gravement en danger la santé et la vie de millions de travailleurs dans le monde.

-Dans les secteurs vraiment essentiels (qui devraient se limiter à ce qui est directement lié à la santé, à l'alimentation et à l'accès au gaz, à l'électricité, à l'eau ...), les employeurs mettent en avant le « droit de retrait », en renvoyant la responsabilité aux individus. Mais, d'une part, dans de nombreuses entreprises, rien n'est fait pour que le « droit de retrait » soit applicable ; de l'autre, ils ne sont pas suffisants. C'est toute l'organisation du travail qui est à

revoir, le budget santé de chacun et de chacune. Et ce ne sont pas les capitalistes, qui ne travaillent pas et qui sont chez eux, qui sont dans les meilleures conditions pour les définir : c'est à nous de le faire, dans chaque service, chaque établissement et entreprise, chaque activité, car c'est vraiment indispensable.

-Les capitalistes utilisent la crise sanitaire pour limiter encore plus nos droits, nos conquêtes sociales. Dans chaque pays, une grande partie des « mesures d'urgence » consiste à lutter contre le temps de travail, les congés, les salaires, le droit de grève, etc.

-La situation est encore pire dans les régions du monde qui sont directement victimes du colonialisme : pour les peuples qui sont dans le gouffre de la misère, la crise sanitaire ne peut avoir que des conséquences épouvantables.

Les actions de résistance s'organisent

Elles sont difficiles dans le contexte que nous connaissons. Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte ne veulent pas aligner les slogans, pour le simple plaisir d'apparaître « radicales ». Ce que nous voulons, sur les lieux de travail et de vie, c'est nous unir librement, nous coordonner, également au niveau international, c'est construire un mouvement populaire massif, de résistance et de conquête.

-Nous devons soutenir et faire connaître les luttes de toutes les régions du monde.

-Regroupons-nous par secteurs professionnels, et aussi pour défendre des droits spécifiques et obtenir l'égalité sociale (pour les femmes, les migrants, les populations opprimées pour des raisons "raciales" ...).

-Nous ne voulons pas que les plus pauvres, les plus précaires, paient la crise sanitaire.

-Tous les travailleurs, quelle que soit leur situation (salariés, indépendants, chômeurs, intérimaires, saisonniers, etc.) doivent recevoir une garantie de 100 % de leurs revenus, avec un minimum garanti pour tous, basé sur le coût de la vie dans le pays.

-Prenons nos affaires en mains sur nos lieux de vie et de travail ! Les gouvernements et les États sont des instruments au service du capitalisme.

-Réquisition des entreprises, des services, des commerces, des lieux publics, nécessaires pour répondre à l'urgence sanitaire !

Ne laissons pas les capitalistes organiser d'autres catastrophes planétaires !

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

[Traduction du castillan de Frank Mintz, non revue par le Réseau]

Commentaire en castillan du texte original publié hier :

Excellente analyse

Elle serait meilleure encore si elle insistait sur la créativité des salariés et sur la nécessité de luttes horizontales dans tous les domaines de la vie, pour abattre le capitalisme privé et d'un parti ou d'une religion (afin de ne pas répéter l'échec de l'URSS et du capitalisme marxisme léniniste de la Chine actuelle).

La grande tâche du Comité central chinois est de faire tout son possible pour dissimuler son crétinisme de ne pas avoir tenu compte de l'action des médecins luttant dans le foyer de la pandémie sans l'approbation du Parti populaire ; et d'avoir fait incarcérer certains d'entre eux par la police populaire.

Beaucoup de pouvoir populaire et des miettes de pouvoir populaire.

[« pouvoir populaire = Comité central du PC » ; « miette de pouvoir populaire » = le pouvoir de chaque membre du peuple de Chine est nul !] Frank 28.03.20 / 29.03.20]